

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Édition Chronologique n° 42 du 12 octobre 2017

PARTIE PERMANENTE

Armée de l'air

Texte 14

INSTRUCTION N° 262/ARM/DRH-AA/SDEPRH-HP/BPECA

relative aux règles d'attribution et de gestion de l'indemnité spéciale de sécurité aérienne.

Du 25 juillet 2017

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES DE L'ARMÉE DE L'AIR : sous-direction « études, politique des ressources humaines et gestion des hauts potentiels » ; « bureau de la politique de l'emploi et de la condition de l'aviateur ».

INSTRUCTION N° 262/ARM/DRH-AA/SDEPRH-HP/BPECA relative aux règles d'attribution et de gestion de l'indemnité spéciale de sécurité aérienne.

Du 25 juillet 2017

NOR A R M L 1 7 5 1 7 7 9 J

Références :

Code de la défense - Partie réglementaire 4. Le personnel militaire.
Décret n° 69-448 du 20 mai 1969 (BOC/SC, p. 595 ; BOC/M, 1970, p. 89 ; BOC/A, p. 432 ; BOEM 420-0.6, 421.2.1) modifié.
Arrêté du 24 avril 2002 (JO du 2 mai, p. 7969 ; BOC, 2002, p. 3468 ; BOEM 420-0.6).
Arrêté du 9 mai 2017 (n.i. BO ; JO n° 110 du 11 mai 2017, texte n° 146).
Instruction n° 3220/DEF/EMAA/SCAc/B.EMP/C3R du 18 janvier 2017 (BOC n° 17 du 20 avril 2017, texte 8 ; BOEM 644.1.3.2).
Instruction n° 197/ARM/EMAA/SCAc/B.EMP du 30 juin 2017 (BOC n° 33 du 10 août 2017, texte 10).

Pièce(s) Jointe(s) :

Six annexes.

Texte abrogé :

À compter du 1er avril 2017 : Instruction n° 372/DEF/DRH-AA/SDEPRH-HP/BPECA du 27 octobre 2016 (BOC n° 6 du 9 février 2017, texte 12 ; BOEM 644.1.3.2).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 644.1.3.2

Référence de publication : BOC n° 42 du 12 octobre 2017, texte 14.

1. RAPPEL.

Le décret de deuxième référence instaure une indemnité spéciale de sécurité aérienne (ISSA) au profit des officiers et des militaires non officiers à solde mensuelle contrôleurs d'opérations et de sécurité aérienne assumant dans des organismes militaires ou mixtes et sur les bâtiments de guerre une responsabilité directe dans la conduite des aéronefs.

Il précise, en outre, que l'ISSA est attribuée, au sein des équipages, aux opérateurs de drone assumant une responsabilité directe dans la conduite des drones.

Il dispose que cette indemnité n'est perçue que pendant le temps où la fonction de contrôleur d'opérations et de sécurité aériennes ou d'opérateur de drones est effectivement exercée.

La présente instruction précise les conditions requises pour ouvrir droit au bénéfice de l'ISSA ainsi que les règles de gestion qu'il convient d'appliquer pour l'ouverture ou le retrait du droit à cette indemnité.

2. CONDITIONS À REMPLIR POUR OBTENIR LE DROIT À L'INDEMNITÉ SPÉCIALE DE SÉCURITÉ AÉRIENNE.

En application du décret précité, l'ISSA est allouée aux officiers et aux militaires non officiers à solde mensuelle qui détiennent l'une des spécialités de contrôleur aérien fixées à l'annexe I. de la présente instruction et qui remplissent cumulativement les trois conditions suivantes :

- être titulaire de l'une des qualifications professionnelles suivantes :
 - contrôleur opérationnel ;
 - premier contrôleur ;
 - maître contrôleur ;
- être affecté ou mis pour emploi dans l'une des unités ou organismes répertoriés à l'annexe III. de la présente instruction ;
- exercer des activités de contrôle de défense ou de circulation aérienne selon les normes définies dans l'instruction de cinquième référence.

En application du décret précité, l'ISSA est allouée aux officiers et aux militaires non officiers à solde mensuelle opérateurs de drones qui détiennent l'une des qualifications ou l'un des certificats fixés par l'annexe II. conformément à l'instruction de sixième référence et sont affectés ou mis pour emploi dans les unités citée à l'annexe III. de la présente instruction.

La notion de superviseur mentionnée dans le décret de deuxième référence est acquise :

- dès l'attribution de la phase 2 du certificat mentionné en annexe II. pour les pilotes et opérateurs capteur ;
- dès l'attribution de la phase 3 de l'un des certificats mentionnés en annexe II. pour les autres opérateurs.

3. RÈGLES DE GESTION.

3.1. Constatation et ouverture du droit.

Les contrôleurs et opérateurs réunissant les conditions requises pour obtenir le droit à l'ISSA font l'objet d'une attestation, établie selon le modèle fourni en annexe IV. et signée par le commandant de formation administrative (commandant de base ou autorité de niveau équivalent).

Le bureau en charge de la solde au sein de la formation transmet cette attestation au centre expert des ressources humaines de l'armée de l'air (CERHAA).

Cette procédure est reconduite pour toute ouverture de droit faisant suite à une mutation dans une nouvelle unité.

3.2. Cessation du droit.

Le droit à l'ISSA cesse à la prise d'effet d'une décision de :

- mutation hors de l'unité ou de l'organisme ayant ouvert le droit (ou fin de mise pour emploi au sein de cette unité ou cet organisme) ;

- changement de spécialité lorsque la spécialité d'accueil n'est pas l'une des spécialités fixées en annexe I. ;
- mise dans une position autre que l'activité ;
- mise dans l'une des situations suivantes de la position d'activité :
 - congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie ;
 - congé de reconversion.

Dans tous les cas, le droit à la perception de l'ISSA cesse :

- dès le moment où les intéressés ne satisfont plus à l'une des conditions fixées au point 2. de la présente instruction (sous réserve des dispositions du point 3.3. et du point 3.4.) ;
- en cas de retrait d'une ou plusieurs qualifications professionnelles (sanctions notamment) entraînant, pour la totalité de sa durée, la suspension ou la suppression des avantages pécuniaires attachés à l'exercice effectif de la qualification professionnelle.

De manière générale, toute situation entraînant l'incapacité à assumer effectivement des responsabilités dans le contrôle de la défense, de la circulation aérienne ou de la conduite des drones, pendant un mois entier, entraîne la cessation des droits à l'ISSA pour le mois considéré (notamment suite à une mesure disciplinaire, à une affectation sur un poste ne conférant plus de responsabilité directe dans le contrôle de la défense aérienne, de la circulation aérienne, de la conduite des drones ou encore à une incapacité physique).

A contrario, le droit à l'ISSA reste acquis pour tout mois durant lequel l'ensemble des conditions d'ouverture du droit ont été remplies, sans restriction, pendant au moins une journée.

Les bureaux en charge du personnel militaire suivent la situation administrative des militaires percevant l'ISSA et s'assurent de la conformité de leur situation au regard des conditions d'octroi de l'indemnité.

Dès qu'ils en ont connaissance, les commandants des unités ou organismes répertoriés en annexe III. informent le CERHAA (*via* le bureau en charge de la solde) de toute situation pouvant entraîner le retrait du droit à l'ISSA, selon le modèle de notification fourni en annexe V.

La même procédure sera appliquée pour une reprise de droit, dans la mesure où l'intéressé n'aura pas fait l'objet d'une mutation dans une nouvelle unité depuis la cessation de son droit. Dans le cas où l'intéressé aura fait l'objet d'une mutation dans une nouvelle unité depuis la cessation de son droit, la procédure applicable est celle décrite au point 3.1. de la présente instruction.

3.3. Cas particulier des détachements en opération extérieure ou en renfort temporaire.

L'ISSA est allouée aux officiers et militaires non officiers à solde mensuelle qui détiennent l'une des spécialités de contrôleur aérien fixées à l'annexe I. ou des fonctions d'opérateurs de drones de la présente instruction et qui remplissent cumulativement, pendant leur détachement en opération extérieure ou en renfort temporaire (y compris au sein de l'unité *Joint Force Air Command* permanent), les première et troisième conditions fixées au point 2.

Ces deux dernières conditions sont suffisantes pour l'octroi de l'indemnité même si le militaire concerné n'est pas bénéficiaire au moment de son détachement (du fait de son affectation et/ou parce qu'il n'y exerce pas d'activités de contrôle ou de fonctions d'opérateurs de drones selon les normes définies dans les instructions de cinquième et sixième référence).

Dans le cas où le militaire, ayant droit à l'indemnité au titre de son affectation et de l'emploi qu'il y tient, n'est pas détaché sur un poste répondant aux conditions d'emploi fixées par la présente instruction, le versement de

l'indemnité est suspendu pour la durée du détachement.

Le droit sera rouvert au retour du militaire si ce dernier remplit à nouveau l'ensemble des conditions fixées au point 2. de la présente instruction. Par défaut et sauf procédures de fermeture normale du droit prévues par la présente instruction, ces conditions seront réputées comme à nouveau remplies au retour du militaire.

La condition d'emploi dans une fonction de contrôle ou de conduite de drones (pour les opérateurs de drones en renfort) sera vérifiée par le CERHAA au vu du message officiel de désignation pour le détachement considéré, qui devra porter la mention expresse « pour emploi dans des fonctions de contrôle de défense ou de circulation aérienne, avec des responsabilités juridiques et opérationnelles directes ou dans des fonctions d'opérateur de drones ».

3.4. Cas particulier du personnel abonné.

Les officiers et militaires non officiers à solde mensuelle qui détiennent l'une des spécialités de contrôleur aérien fixées à l'annexe I. de la présente instruction et qui sont abonnés aux unités ou organismes répertoriés à l'annexe III., en application des dispositions de l'instruction de cinquième référence, peuvent percevoir l'ISSA au titre des activités de contrôle réalisées dans le cadre de leur abonnement.

À effet de leur ouvrir ce droit, les commandants des unités ou organismes d'abonnement concernés renseigneront à chaque période d'activité de contrôle réalisée, l'attestation dont le modèle figure en annexe VI., qui sera remise au personnel abonné pour transmission au CERHAA (*via* le bureau en charge de la solde de sa formation de rattachement).

4. ABROGATION.

L'instruction n° 372/DEF/DRH-AA/SDEPRH-HP/BPECA du 27 octobre 2016 est abrogée à compter du 1^{er} avril 2017.

Pour la ministre des armées et par délégation :

*Le général de corps aérien,
directeur des ressources humaines de l'armée de l'air,*

Rony LOBJOIT.

ANNEXE I.
**LISTE DES SPÉCIALITÉS DE CONTRÔLEURS AÉRIENS OUVRANT DROIT À L'INDEMNITÉ
SPÉCIALE DE SÉCURITÉ AÉRIENNE.**

3210XX	- contrôleur polyvalent.
3211XX	- contrôleur des opérations aériennes.
3212XX	- contrôleur de circulation aérienne.
3219XX	- contrôleur des opérations aériennes qualifié « interception ».

ANNEXE II.
**LISTE DES QUALIFICATIONS ET CERTIFICATS D'OPÉRATEURS DE SYSTEMES DRONES
MOYENNE ALTITUDE ET LONGUE ENDURANCE OUVRANT DROIT A L'INDEMNITÉ
SPÉCIALE DE SÉCURITÉ AÉRIENNE.**

Qualification de pilote à distance ou opérateur capteur phase 1 (autonome).
Certificat de pilote à distance ou d'opérateur capteur phase 2 (opérationnel).
Certificat de pilote à distance ou d'opérateur capteur phase 3 (instructeur).

Certificat de coordinateur tactique phase 2 (opérationnel).
Certificat de coordinateur tactique phase 3 (instructeur).

Certificat d'opérateur image phase 2 (opérationnel).
Certificat d'opérateur image phase 3 (instructeur).

ANNEXE III.

LISTE DES UNITÉS OUVRANT DROIT À L'INDEMNITÉ SPÉCIALE DE SÉCURITÉ AÉRIENNE.

1. CENTRE D'EXPERTISE AÉRIENNE MILITAIRE (CODE GESTION : 06).

LYON MONT-VERDUN (D025).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
Équipe de marque air command and control system.	085601D

MONT-DE-MARSAN (D054).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
Centre d'expertise et d'instruction des liaisons de données tactiques.	08DEA0P
Champ de tir de Captieux.	08DEA1K
Escadron de commandement et contrôle / sol-air.	08DEA24

2. DIRECTION DES SERVICES AÉRONAUTIQUES (CODE GESTION 09).

MARSEILLE-AUBAGNE (D004).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
Sous-direction de la circulation aérienne militaire Sud : bureau exécutif permanent Sud-Est.	06YE29P

TOURS (D049).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
Sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord (SDRCAM).	06YE29K

BORDEAUX (D056).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
Division de l'information aéronautique (DIA) Bordeaux.	06YE108
Sous-direction de la circulation aérienne militaire Sud : bureau exécutif permanent Sud-Ouest.	06YE29O

ISTRES-SALON-DE-PROVENCE (D057).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
Sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud.	06YE29N

NANCY (D060).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
Sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord : bureau exécutif permanent Nord-Est.	06YE29M

VELIZY-VILLACOUBLAY (D062).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
Sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord : bureau exécutif permanent Nord-Ouest.	06YE29L
Secrétariat permanent commission mixte de la sécurité aérienne.	06YE095
Bureau affaires internationales.	06YE021
Direction de la circulation aérienne militaire (DIRCAM).	06YE035
Centre de défense et de programmation de l'espace aérien (CDPGE) - Athis-Mons.	06YE091

3. COMMANDEMENT DE LA DÉFENSE AÉRIENNE ET DES OPÉRATIONS AÉRIENNES (CODE GESTION : 42).

LYON-MONT-VERDUN (D025).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
Centre national des opérations aériennes.	02G5026
Centre d'analyse et de simulation pour la préparation aux opérations aériennes.	02G5050
Core joint force air command.	02G5029

PARIS (D162).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
État-major opérationnel air : commandement.	09RH091
État-major opérationnel air bureau opérations.	09RH098

4. COMMANDEMENT DES FORCES AÉRIENNES (CODE GESTION : 43).

BOURGES-AVORD (D007).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
Escadron des services de la circulation aérienne (ESCA).	02FM019
Pôle régional escadron des services de la circulation aérienne - centre militaire de contrôle formation / système de management de sécurité (PREFS) d'Avord.	02FMAN0

BREST (D013).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
Centre militaire de coordination et de contrôle (CMCC).	09L6001

LYON-MONT-VERDUN (D025).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
Centre de détection et de contrôle (CDC).	02G5005
Rescue coordination center Lyon (RCC).	02G5AJ1

CREIL (D028).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
Élément air de contrôle Charles de Gaulle.	02ES03J

NÎMES-ORANGE-LAUDUN (D039).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
ESCA.	02FW012

ÉVREUX (D048).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
ESCA.	02FC016
Escadron de détection et de contrôle mobile (EDCM).	02FC800
Commandement escadre aérienne de commandement et de conduite projetable (EA2CP).	02FCARF

TOURS (D049).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
ESCA.	02FO108
CDC.	02FO009

SAINT-DIZIER-CHAUMONT (D050).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
ESCA.	02EV016
CMCC.	02EV051
PREFS de Saint-Dizier.	02EVAI1

ÉPINAL-LUXEUIL (D051).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
ESCA.	02EW014

CAZAUX (D053).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
Centre militaire de contrôle (CMC).	02FF017
PREFS de Cazaux.	02FFAH1

MONT-DE-MARSAN (D054).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
Centre d'instruction du contrôle et de la défense aérienne (CICDA).	02FE061
Escadron opérations aériennes.	02FE064
Escadron contrôle aérien.	02FE065
CDC.	02FE066
ESCA.	02FE013
Équipe d'instruction et d'utilisation opérationnelle et technique (EIUOT).	02FE028

VENTISERI-SOLENZARA (D055).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
CMC.	02FZ013

BORDEAUX (D056).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
État-major CFA : Brigade aérienne du contrôle de l'espace (BACE).	02FDG1P
CMCC.	02FD072

ISTRES-SALON-DE-PROVENCE (D057).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
CMC.	02FY019
CMCC.	02FY012
PREFS d'Istres.	02FYN00

ESCA.	02G3019
-------	---------

ORLEANS-BRICY (D058).

LIBELLÉ UNITÉ.	Code CREDO.
ESCA.	02FG018

TOULON (D059).

LIBELLÉ UNITÉ.	Code CREDO.
Élément air auprès du porte-avions à propulsion nucléaire Charles de Gaulle (tenu par un contrôleur de la 36ème escadre de détection et contrôle aéroportés "Berry").	050B07S

NANCY (D060).

LIBELLÉ UNITÉ.	Code CREDO.
CDC.	02V0AO3
ESCA.	02F0016

VELIZY-VILLACOUBLAY (D062).

LIBELLÉ UNITÉ.	Code CREDO.
ESCA.	02ER014
CMCC.	02ER10I

GUYANE (D064).

LIBELLÉ UNITÉ.	Code CREDO.
CCM.	08JY070

ROCHEFORT-COGNAC (D070).

LIBELLÉ UNITÉ.	Code CREDO.
ESCA.	02FP013
Escadron de drones "Belfort" 1/33. Nota : ISSA uniquement ouverte aux opérateurs de drones.	02FP029

5. DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ARMEMENT (CODE GESTION : 59).

TOULOUSE-CASTRES (D037).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
Centre de contrôle essais réception (CCER) Toulouse.	06CX2UK

CAZAUX (D053).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
Base d'essais de Cazaux.	06CX2WB
DGA essais de missiles Biscarosse.	06CV000

MONT-DE-MARSAN (D054).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
Centre de contrôle Mont-de-Marsan.	06CX2XR

BORDEAUX (D055).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
Centre de contrôle Bordeaux.	06CX2XX

ISTRES-SALON-DE-PROVENCE (D057).

LIBELLÉ UNITÉ.	CODE CREDO.
Base d'essais d'Istres.	06CX21F
Centre de contrôle d'Aix-en-Provence.	06CX2UM

ANNEXE IV.
ATTESTATION D'OUVERTURE DE DROIT À L'INDEMNITÉ SPÉCIALE DE SÉCURITÉ
AÉRIENNE.

ATTESTATION D'OUVERTURE DE DROIT À L'INDEMNITÉ SPÉCIALE DE SÉCURITÉ AÉRIENNE.

(lieu, date, numéro d'enregistrement)

Le (grade, nom, prénom, NIA, spécialité),

- titulaire de la qualification suivante¹ :

☐ Contrôleur opérationnel - ☐ Premier contrôleur - ☐ Maître contrôleur -

ou

- titulaire de la fonction suivante¹ :

- ☐ pilote à distance autonome / opérateur capteur phase 1 ;
- ☐ pilote à distance opérationnel / opérateur capteur phase 2 ;
- ☐ coordinateur tactique phase 2 ;
- ☐ opérateur image opérationnel phase 2 ;
- ☐ coordinateur tactique instructeur phase 3 ;
- ☐ opérateur image instructeur phase 3,

affecté ou mis pour emploi au sein de l'unité : (libellé court, code mécanographique et code CREDO),

pour y exercer les fonctions de (par défaut, code et libellé de la cellule d'affectation ou de mise pour emploi) depuis le : (date),

assume à compter du (date) une responsabilité juridique et opérationnelle directe dans le contrôle de la défense, de la circulation aérienne ou dans la conduite des drones dans le cadre de ses fonctions².

Visa du commandant d'unité :

Signature du commandant de formation :

Visa du chef du service administration du personnel :

Destinataire :

- CERHAA Tours.

Copie à :

- commandement d'appartenance de l'intéressé ;
- SAP ;
- intéressé.

¹ Cocher la case utile.

² Sont exclus les emplois administratifs ou d'instruction n'impliquant aucune responsabilité juridique et opérationnelle directe à titre régulier.

ANNEXE V.
NOTIFICATION DE CESSATION OU DE REPRISE DE DROIT À L'INDEMNITÉ SPÉCIALE DE
SÉCURITÉ AÉRIENNE (ISSA).

**NOTIFICATION DE CESSATION OU DE REPRISE DE DROIT À L'INDEMNITÉ
SPÉCIALE DE SÉCURITÉ AÉRIENNE (ISSA)¹.**

(Lieu, date)

Le *(grade, nom du commandant d'unité)*,

rend compte qu'à la date du : *(date)*,

le *(grade, nom, prénom, NIA du contrôleur concerné)*

ayant droit à l'ISSA au regard de l'attestation n° du

☐ ne répond plus aux conditions d'octroi de l'ISSA pour le (ou les) motif(s) suivant(s) ² :

☐ répond à nouveau à l'ensemble des conditions d'octroi de l'ISSA.

Visa du chef d'administration du personnel³ :

Signature du commandant d'unité :

Destinataire :

- CERHAA Tours.

Copie à :

- commandement d'appartenance de l'intéressé ;

- SAP ;

- intéressé.

¹ Rayer la mention inutile.

² Se référer aux cas de cessation du droit prévus par la présente instruction.

³ Pour attestation des éléments administratifs motivant la cessation ou la reprise de droit à l'ISSA.

ANNEXE VI.
ATTESTATION DE RÉALISATION DE PÉRIODE D'ABONNEMENT.

ATTESTATION DE RÉALISATION DE PÉRIODE D'ABONNEMENT

(Lieu, date)

Le (grade, nom du commandant d'unité où est réalisé l'abonnement),

atteste que le (grade, nom, prénom, NIA, spécialité du contrôleur concerné)

et affecté à (libellé et code mécanographique de l'unité d'affectation du contrôleur concerné)

a réalisé durant le (numérotation) trimestre (année) l'activité minimum prévue par son programme d'abonnement, conformément aux dispositions du point 8 de l'instruction n° 3220/DEF/EMAA/SCAc/B.EMP/C3R du 18 janvier 2017. L'intéressé peut prétendre, à ce titre, au bénéfice d'UNE mensualité de l'indemnité spéciale de sécurité aérienne.

À , le

Signature du commandant d'unité :

Visa du chef d'administration du personnel

DESTINATAIRES :

- CERHAA Tours ;
- CFA/BACE.

COPIES À :

- intéressé (pour livret professionnel) ;
- commandant d'unité de l'intéressé ;
- SAP.